



Appel à Projets PNA

Dossier de Candidature de la Communauté d'Agglomération du Douaisis

Formalisation et déclinaison du Projet Alimentaire Territorial de la CAD : leviers pour un changement d'échelle dans le développement d'une alimentation locale, saine et durable pour tous.

Mots clés : Projet alimentaire territorial, synergies, changement d'échelle, appropriation par et pour tous, déclinaison, gouvernance alimentaire, dialogue territorial, alimentation saine et durable, pratiques agricoles durables / agroécologie

Résumé du projet (10 lignes)

Depuis plusieurs années, la Communauté d'agglomération du Douaisis et ses partenaires œuvrent en faveur d'une alimentation locale, saine et durable pour tous. Il importe aujourd'hui de mettre en synergie les différentes programmations de la politique agricole et alimentaire développée sur le territoire de la CAD, leurs champs d'intervention, leurs partenaires et leurs bénéficiaires afin d'en démultiplier l'impact.

C'est l'ambition du chantier de **formalisation et de déclinaison d'un projet alimentaire territorial (PAT) à l'échelle de la CAD**. Ce chantier, approuvé et fortement soutenu par de nombreux partenaires prêts à s'investir dans sa réalisation, s'articule autour de plusieurs objectifs opérationnels :

- **Capitaliser** les démarches engagées par la CAD et l'ensemble des partenaires locaux volontaires et **proposer des perspectives** pour nourrir l'écriture d'un PAT ancré, porté et animé par les différents acteurs du système alimentaire local ;
- **Co-construire et formaliser ce PAT à l'échelle de la CAD**, au travers la mise en cohérence des démarches actuelles et en cours (CAAP'AGGLO, démarche BIOCAD et concertation alimentation santé environnement) et la définition d'une vision partagée de l'agriculture et de l'alimentation souhaitées sur le territoire de la CAD ;
- **Définir et tester les leviers d'actions, les outils et les espaces de concertation qui permettront l'élargissement des bénéficiaires de la politique actuelle et sa déclinaison à différentes échelles, via :**
 - Une communication adressée à l'ensemble des cibles du PAT, des professionnels aux citoyens ;
 - Une gouvernance alimentaire territoriale, dotée des outils et de la qualité de dialogue nécessaires à la mise en œuvre du PAT ;
 - Une déclinaison du PAT à l'échelle infra-territoriale, via l'accompagnement à la mise en place de 2 projets alimentaires communaux et de 2 projets alimentaires d'établissements scolaires.
- **Capitaliser les différentes étapes du processus de définition, d'animation et de déclinaison** de ce projet alimentaire et agricole par l'élaboration d'une méthodologie de suivi et d'évaluation, et la réalisation d'outils de communication et de mallettes de diffusion (retour expériences, freins, réussites, partenariats, moyens engagés, etc.).

I. CONTEXTE : De l'urgence sanitaire et sociale à une politique agricole et alimentaire territoriale et transversale

A. Le territoire de la Communauté d'agglomération du Douaisis

Située dans l'arrondissement de Douai, dans le département du Nord, la Communauté d'agglomération du Douaisis compte environ 157 000 habitants sur 35 communes. C'est un territoire périurbain, très densément peuplé (646 hab/km²), marqué par son passé minier et sa diversité de paysages ruraux et urbains.

B. Plusieurs défis spécifiques à ce territoire périurbain, situé au cœur de l'ancien bassin minier

Activité prospère et structurante durant des décennies, l'activité minière a profondément façonné le Douaisis : urbanisme et paysages spécifiques (terrils, chevalements, cités minières), forte immigration, ou encore développement d'une culture et de modes de vie propres au bassin minier (vente directe à la ferme, jardins ouvriers, consommation de masse). A l'arrêt des mines, la fuite des capitaux et la chute de l'activité ont fragilisé le territoire et les habitants. Aujourd'hui, environ 21% des femmes et 16% des hommes sont touchés par l'obésité à l'échelle du Douaisis, contre en moyenne 15 % hommes et femmes confondus en France. Parallèlement, la mortalité avant 65 ans sur la zone emploi de Douai est 44% plus élevée que la moyenne nationale (Observatoire régionale de santé). Par ailleurs, 50% des unités de consommation du territoire vit avec moins de 16 110 € par an, contre 18 355 € en moyenne en France (Source : INSEE, DGFIP – Revenus fiscaux des ménages). Les effets sociaux de l'évolution économique liée à la fin des mines ne se sont pas résorbés, et les facteurs de risque individuels pèsent sur la santé des habitants. La transition économique du territoire, son équilibre, la création d'activités et d'emplois, l'approvisionnement d'un important bassin de consommation ou la promotion d'un environnement sain et de la qualité de vie sont ainsi devenus des défis majeurs pour le territoire et ses élus.

C. Une ambition : faire de l'alimentation un levier du mieux-vivre des habitants

Pour apporter des réponses à ces grands défis, les élus de la CAD ont souhaité travailler sur **l'alimentation et à l'agriculture comme facteurs de santé publique, de qualité de vie, de préservation de l'environnement, de développement économique local et d'aménagement durable et équilibré du territoire.**

C'est en s'appuyant sur les compétences existantes à la CAD, et notamment sur le Schéma de Trame Verte et Bleue, que les élus de la CAD, les techniciens et les partenaires ont pu envisager collectivement des actions pour faire de l'alimentation un levier du mieux-vivre des habitants. La politique agricole de la CAD s'est ainsi progressivement développée comme vecteur d'un développement économique et social, au profit d'une véritable **politique agricole et alimentaire territoriale et transversale, qui souhaite aujourd'hui aborder l'alimentation de façon systémique.**

⇒ **Formaliser et décliner cette approche systémique de l'alimentation pour apporter des réponses pérennes aux défis de la transition de ce territoire est l'objet de ce chantier.**

II- ATOUTS ET ACQUIS : Une dynamique engagée et des ressources à mobiliser

A. Ressources mobilisables

Le développement de la politique agricole et alimentaire portée par la CAD et ses partenaires s'est appuyé sur des principes, des outils et des expertises à mobiliser dans le chantier de formalisation du PAT.

1. Des diagnostics agricoles

La politique agricole et alimentaire de la CAD s'appuie sur un **diagnostic partagé de l'agriculture réalisé** via les 3 étapes suivantes :

- « L'Agriculture dans la CAD », Chambre d'agriculture, Juillet 2006 dans le cadre du diagnostic Trame Verte et Bleue
- « Etude de définition d'une stratégie de développement des circuits courts de commercialisation des produits alimentaires, DIAGNOSTIC, Rapport final, nov 2010, 86 p. » réalisée par Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne, sur la commande de la Communauté d'agglomération du Douaisis et le Conseil départemental du Nord.
- Diagnostic partagé des enjeux du territoire par les acteurs du territoire dans le cadre de l'animation des groupes Agriculture Durable entre 2010 et 2012. Trois groupes animés : alimentation et circuits courts ; installation transmission foncier ; Agriculture durable

2. Des ambitions communes pour l'agriculture et l'alimentation sur le territoire

Ces diagnostics partagés ont fait émerger des défis fédérateurs résumés dans la volonté de « **Bien produire pour bien manger** ».

Celle-ci se décline aujourd'hui à travers 3 axes stratégiques :

- ✓ **Une alimentation et une agriculture garante d'un « mieux-être » et d'un « mieux-vivre » ensemble**
- ✓ **Une alimentation et une agriculture préservant les ressources environnementales**
- ✓ **Le maintien et le développement d'une agriculture dynamique, créatrice de richesses et d'emplois**

L'approche et les ambitions de cette politique agricole et alimentaire sont présentées dans la vidéo « Changer de regard sur l'alimentation », réalisée par le CERDD et accessible sur le site internet de la CAD :

<http://www.douaisis-agglo.com/environnement/agriculture-et-alimentation/alimentation-durable.html>

3. Une reconnaissance interne et externe et des ressources humaines et politiques

La reconnaissance interne et externe de cette démarche ont doté la CAD de ressources financières et humaines qui facilitent l'intervention de la collectivité auprès des acteurs locaux de l'alimentation, avec :

- La formalisation d'un programme d'actions multipartenarial pour 5 ans avec le Conseil Régional Nord-Pas de Calais : le Contrat d'Agriculture et d'Alimentation Périurbaines d'agglomération (CAAP'Agglo), signé en février 2013.
- Un budget de 1 Million d'euros pour la mise en œuvre du CAAP' Agglo (50% CAD / 50% Conseil Régional Nord-Pas de Calais), complété par des soutiens financiers : l'Agence de l'eau (AAP 2014, 2015,2016), l'Etat (Ecophyto et Politique de la Ville), l'Union Européenne (projet Interreg V AD-T 2016-2019), etc.
- Une équipe composée aujourd'hui d'1 directrice, 4 chargés de mission et 2 assistantes administratives
- Un vice-président en charge du Développement rural, de la politique agricole et des espaces naturels
- Un engagement dans 2 projets de recherche : « Aproter » sur la relocalisation des approvisionnements (Lille 1, Lille 2, Université de Valenciennes, Université de Nantes) et un projet de recherche sur un meilleur pilotage des reliquats azotés avec l'ISA et le lycée agricole de la nature et des biotechnologies.

4. Dialogue territorial, volontariat et partenariats pour « faire ensemble »

Cette ambition et ces axes stratégiques de travail ont été construits et travaillés collectivement avec les acteurs locaux et régionaux pour mettre en synergie les solutions apportées par chacun.

Cette approche partenariale de la politique agricole et alimentaire est garantie via :

- **Le dialogue territorial** (temps dédié aux réunions d'échanges, outil employé sur toute la concertation pour le développement de la bio notamment avec la formation de la CAD et de ses partenaires au dialogue territorial)
- **La contractualisation** avec les partenaires, dans le cadre de conventions de partenariat visant à coordonner l'action de chacun sur le territoire pour répondre aux différents objectifs.

Aujourd'hui, au-delà des professionnels de la filière (producteurs, restaurateurs, etc.), 35 acteurs locaux sont partenaires reconnus de cette démarche territoriale et plus de 30 autres se s'impliquent régulièrement dans les actions et les échanges organisés et/ou se sont dit prêts à s'impliquer dans le PAT. L'interconnaissance, l'écoute et le dialogue sont ainsi devenus des normes de cette démarche agricole et alimentaire.

5. Un réseau d'experts et de pairs

Parallèlement, la C.A.D. s'est appuyée sur un réseau d'experts et de pairs pour s'inspirer, partager et prendre du recul sur le développement de ses actions agricoles et alimentaires :

- ✓ Le réseau des CAAP'Agglo, animé par la Région et Terres en ville ;
- ✓ Une participation active au réseau rural et périurbain dans le cadre du FEADER ;
- ✓ Le réseau READY animé par le CERDD, Centre d'Etudes et de Ressources sur le Développement Durable, à l'échelle régionale ;
- ✓ Le réseau de la FNAB qui favorise les synergies entre le développement de l'agriculture bio et la protection des ressources en eau ;
- ✓ Le Réseau des agglomérations adhérentes à l'association Terres en Ville, ainsi que les projets Gouvalim II et RnPAT animés par Terres en Ville.

Le projet présenté dans ce dossier est d'ailleurs construit en cohérence avec la vision d'un projet alimentaire territorial partagée par les agglomérations du réseau Terres en Ville (cf Annexe 3).

B. Des actions réalisées et en cours

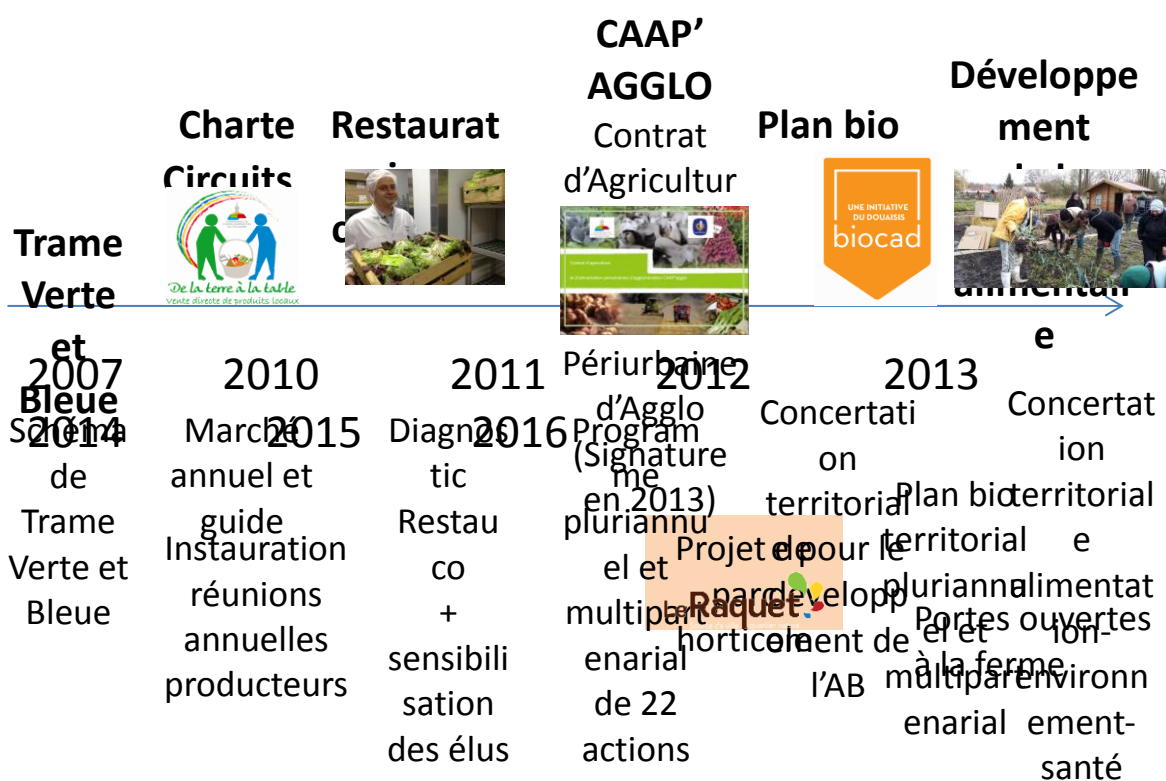
Les actions mises en œuvres par la CAD et ses partenaires de plus en plus nombreux se sont appuyées sur la promotion des circuits alimentaires courts et de proximité et se sont progressivement diversifiées. Aujourd'hui, les actions réalisées ou en cours apportent des réponses aux 4 ambitions du PNA, tout en investissant les différents champs thématiques que peut aborder un « projet alimentaire territorial », parmi lesquelles entre autres :

- **L'éducation alimentaire de la jeunesse**, via un accompagnement individuel et collectif à l'introduction de produits bio et/ou locaux en restauration collective des communes volontaires de la C.A.D. depuis 2012, des événements grand public avec des animations dédiées aux enfants (portes ouvertes à la ferme et marché annuel des producteurs) et des animations « alimentation et santé » pour les établissements scolaires, formation du personnel encadrant.
- **La justice sociale**, via la mise en place de « paniers bio accessibles pour tous dans le Douaisis » à destination de 40 familles des quartiers prioritaires de la CAD, ou encore l'animation de débats sur le bien-être alimentaire avec des habitants issus des quartiers prioritaires (programmation Contrat de ville 2016).
- **La lutte contre le gaspillage alimentaire**, avec des ateliers sur le gaspillage alimentaire dans le cadre de l'accompagnement de la restauration collective, et une éducation à la réduction des déchets alimentaires qui va s'intensifier en partenariat avec le centre de valorisation et de gestion des déchets territorial (SYMEVAD)
- **L'ancrage territorial et la mise en valeur du patrimoine alimentaire local**, via des événements grand public de promotion des produits locaux (marchés annuels des producteurs locaux, rallye des produits locaux, etc.), l'édition d'un guide des producteurs locaux et des restaurateurs qui travaillent avec des produits locaux

(signataires de la Charte « De la terre à la table », la mise en place d'une signalétique directionnelle vers les points de vente à la ferme ou encore l'accompagnement des artisans à la relocalisation de leurs approvisionnements, entre autres.

- **Le développement et la structuration de l'économie agricole, y compris le foncier** : La CAD s'engage pour développer l'agriculture sur le territoire, via dispositif d'aide financière à l'installation d'agriculteurs, mise à disposition du foncier pour faciliter l'accès à la terre à des porteurs de projet en agriculture biologique, partenariat avec Terre de Liens pour former et sensibiliser les élus, les professionnels et les citoyens aux enjeux du foncier agricole et alimentaire, soutien à la création d'un groupement d'employeurs locaux, etc.
- **Le développement de pratiques durables sur les filières alimentaires** : soutien financier pour les campagnes de reliquats azotés et formations pour un meilleur pilotage de l'azote, développement d'un guide « le collectif au service du changement de pratiques », formations jardinage au naturel pour les particuliers, développement d'une exploitation agricole maraichère comme support d'insertion des personnes en situation de handicap au sein de l'éco-quartier nouvellement aménagé sur le Raquet, etc.
- **La promotion de la santé et du bien-être de tous**, via un plan de développement de la bio, BIOCAD, co-construit et décliné en 15 actions concrètes, ou encore des formations de jardinage au naturel proposé aux habitants.

C. Résumé du développement de la politique agricole et alimentaire et des actions réalisées



⇒ Ces actions réalisées ou en cours, les partenariats et les enseignements qu'elles ont offerts, permettront de nourrir le projet alimentaire territorial formalisé à l'échelle de la CAD, et décliné dans les communes et établissements scolaires volontaires.

II. Un projet agricole et alimentaire territorial transversal et pour tous.

A. Les contours et objectifs du projet

1. Actions en cours et à venir

A l'heure actuelle, deux programmations sont mises en œuvre par la CAD et ses partenaires et une programmation alimentaire est en cours de construction avec les acteurs locaux volontaires :

1. **Le programme d'actions agricoles.** Cette programmation de 5 ans qui a permis la mise en œuvre de 19 actions prend fin. Une capitalisation, une évaluation et une identification des perspectives possibles pour cette politique agricole sont désormais nécessaires pour définir un nouveau programme d'actions pour les années à venir.
2. **Le programme d'actions BIOCAD.** L'objectif de ce programme, défini en concertation avec les acteurs locaux, est de développer l'agriculture et l'alimentation biologiques sur le territoire. La mise en œuvre de BIOCAD initiée début 2016 se poursuivra pendant les 24 mois du chantier.

La démarche BIOCAD est présentée dans une vidéo partagée sur le site internet de la CAD : <http://www.douaisis-agglo.com/environnement/agriculture-et-alimentation/demarche-biocad.html>
3. **Le programme d'actions visant à faire de l'alimentation un levier du bien-être des habitants.** Ce programme d'actions sera construit en 2017 dans le cadre de la concertation autour des thématiques « alimentation, santé, environnement ».
Cette concertation s'appuiera sur un diagnostic partagé de l'alimentation, des groupes de travail thématiques définis par les participants (des acteurs locaux de l'alimentation – professionnels de la santé, du social et du médico-social, de l'éducation, de la préservation de l'environnement ect. – volontaires pour construire collectivement cette nouvelle programmation), et 2 temps fort pour ouvrir et clôturer la démarche.
De nouveaux champs d'intervention seront ainsi investis, de nouveaux partenaires seront mobilisés, et de nouveaux bénéficiaires seront touchés. Cette **réflexion novatrice** sur les **liens entre alimentation et santé-environnement** à l'échelle territoriale et la programmation qui en découlera permettront de nourrir le projet alimentaire territorial, en y **plaçant la santé et le bien-être de tous** comme **défis majeurs**.

Si toutes ces programmations ont pour vocation commune de développer une alimentation locale, saine et durable pour tous, leur définition et leur mise en œuvre respective se sont faites progressivement et en décalé. Elles ont ainsi conduit au fil des initiatives à un élargissement des champs d'action, des partenariats et des bénéficiaires de la politique agricole et alimentaire de la CAD.

Le défi aujourd'hui est de mettre en synergie les différentes programmations afin d'assurer un véritable changement d'échelle dans la transition du système alimentaire local vers une alimentation locale, saine et durable pour tous sur la C.A.D.

2. Objectifs

L'objectif stratégique du chantier de formalisation et de déclinaison d'un PAT à l'échelle de la CAD est de **démultiplier l'impact** des différentes actions menées par la CAD et ses partenaires pour développer une **alimentation locale, saine et durable pour tous**.

Ce chantier s'articule autour de plusieurs objectifs opérationnels :

- **Capitaliser** les démarches engagées par la CAD et ses partenaires **et proposer des perspectives** pour nourrir l'écriture d'un PAT ancré, porté et animé par les différents acteurs du système alimentaire local ;

- **Co-construire et formaliser ce PAT à l'échelle de la CAD**, au travers la mise en cohérence des démarches actuelles et en cours (CAAP'AGGLO, démarche BIOCAD et concertation alimentation santé environnement) et la définition d'une vision partagée de l'agriculture et de l'alimentation souhaitées sur le territoire de la CAD.
- **Définir et tester les leviers d'actions, les outils et les espaces de concertation qui permettront l'élargissement des bénéficiaires de la politique actuelle et sa déclinaison à différentes échelles, via :**
 - o Une communication adressée à l'ensemble des cibles du PAT, des professionnels aux citoyens ;
 - o Une gouvernance alimentaire territoriale, dotée des outils et de la qualité de dialogue nécessaires à la mise en œuvre du PAT ;
 - o Une déclinaison du PAT à l'échelle infra-territoriale, via l'accompagnement à la mise en place de 2 projets alimentaires communaux et de 2 projets alimentaires d'établissements scolaires.
- **Capitaliser les différentes étapes du processus de définition, d'animation et de déclinaison** de ce projet alimentaire et agricole par l'élaboration d'une méthodologie de suivi et d'évaluation, et la réalisation d'outils de communication et de mallettes de diffusion (retour expériences, freins, réussites, partenariats, moyens engagés, etc.).

Dans une perspective plus large, ce chantier permettra d'interroger les notions de « **projet alimentaire territorial** », de « **projets alimentaires communaux** » et de « **projets alimentaires d'établissement scolaire** ». Les réflexions et les expérimentations menées seront riches d'enseignements quant aux outils du changement d'échelle pour sortir d'initiatives agricoles et alimentaire de niche et entraîner une transition plus globale vers un système alimentaire local durable. Ces observations seront partagées et confrontées aux expériences menées par d'autres agglomérations (via les réseaux d'experts et de pairs dans lesquels la CAD est impliquée).

B. La méthodologie du projet

Pour atteindre ces objectifs, la réalisation du chantier a été conçue en 6 phases, décrites ci-dessous :

Phase 1/ Nourrir l'écriture d'un projet alimentaire territorial :

- ✓ Evaluer les résultats et l'impact des actions mises en œuvre par la CAD et ses partenaires sur le territoire : via une évaluation quantitative (collecte de données) et une évaluation qualitative (entretiens et ateliers de travail collectifs)
- ✓ Capitaliser les outils et les enseignements des expérimentations menées sur la CAD (extraire les éléments de l'évaluation quantitative et qualitative utiles pour l'écriture du PAT)
- ✓ Explorer les perspectives pour les actions agricoles et alimentaires mises en œuvre par la CAD et ses partenaires

Phase 2/ Formaliser le projet alimentaire territorial à l'échelle de la CAD avec les acteurs

- ✓ Définir une méthodologie commune et partagée de formalisation du PAT, via la création d'un comité de pilotage
- ✓ Mobilisation des acteurs du système alimentaire territorial (SAT), préalablement identifiés via les dynamiques territoriales engagées sur le sujet
- ✓ Présentation des résultats de la Phase 1 « Capitalisation et perspectives »
- ✓ Animation collective et individuelle basée sur les méthodes du dialogue territorial pour **définir et écrire le PAT** (les orientations stratégiques et les modalités de sa mise en œuvre)
- ✓ Production du document de présentation des axes stratégiques retenus

Phase 3/ Définition et animation d'une gouvernance alimentaire locale adaptée à ce PAT

- ✓ Identification des acteurs membres de cette nouvelle gouvernance (sur la base des membres du COPIL de la phase 2, des résultats issus de la concertation Alimentation-Santé-Environnement et de la formalisation du PAT).

- ✓ Définition du rôle, du format et des modalités de fonctionnement de ou des organes de cette nouvelle gouvernance (par exemple via la création d'un organe type « conseil de politique alimentaire local »)
- ✓ Formalisation de ou des organes de gouvernance (Intitulé et engagement des membres)
- ✓ Production d'un document-cadre pour les parties-prenantes de cette gouvernance alimentaire locale

Phase 4/ Communication

- ✓ Définition d'une stratégie de communication sur la base des travaux de la phase 2
- ✓ Création des outils de communication
- ✓ Diffusion

Phase 5/ Accompagnement à la mise en place de projets alimentaires communaux et d'établissements scolaires inscrits dans le projet alimentaire intercommunal de la C.A.D

- ✓ Mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire : diagnostic des pratiques existantes, recensement des outils mobilisables, définition d'une méthodologie.
- ✓ Appel à candidatures pour les communes et établissements scolaires volontaires
- ✓ Sélection de 2 communes et 2 établissements scolaires pilotes
- ✓ Accompagnement individualisé, avec :
 - La création de conseils alimentaires au sein de l'établissement et/ou de la commune
 - Une intervention coordonnée des partenaires du projet alimentaire territorial de la CAD (par exemple pour les communes : restauration hors domicile responsable et durable, bonne gestion du foncier agricole, installation agricole et biologiques, développement de projets agricoles, alimentaires et environnementaux, accompagnement des artisans à l'émergence de nouvelles filières éco-responsables, etc).
 - Un partenariat spécifique avec le SYMEVAD permettra de renforcer l'axe « lutte contre le gaspillage alimentaire » développé dans ces projets alimentaires d'établissement scolaire et communaux (annexe 2).
- ✓ Capitalisation et création de boîtes à outils pour diffusion

Phase 6/ Capitalisation et diffusion

- ✓ Mise en place d'un organe de suivi et d'évaluation de la méthodologie mise en place
- ✓ Capitalisation des enseignements de cette démarche
- ✓ Production de récits « 4 pages » sur la méthodologie et les enseignements
- ✓ Partage d'expérience et communication sur la CAD et vers les autres collectivités pour inspirer la mise en place de PAT, de projets alimentaires communaux et/ou d'établissements scolaires.

Dans le cadre de ce chantier, la CAD prévoit de faire intervenir de manière spécifique le CERDD et Terres en Ville, au-delà de leurs missions d'accompagnement habituelles. Ils interviendront pour conseiller et apporter un appui méthodologique à la formalisation du PAT et à sa gouvernance.

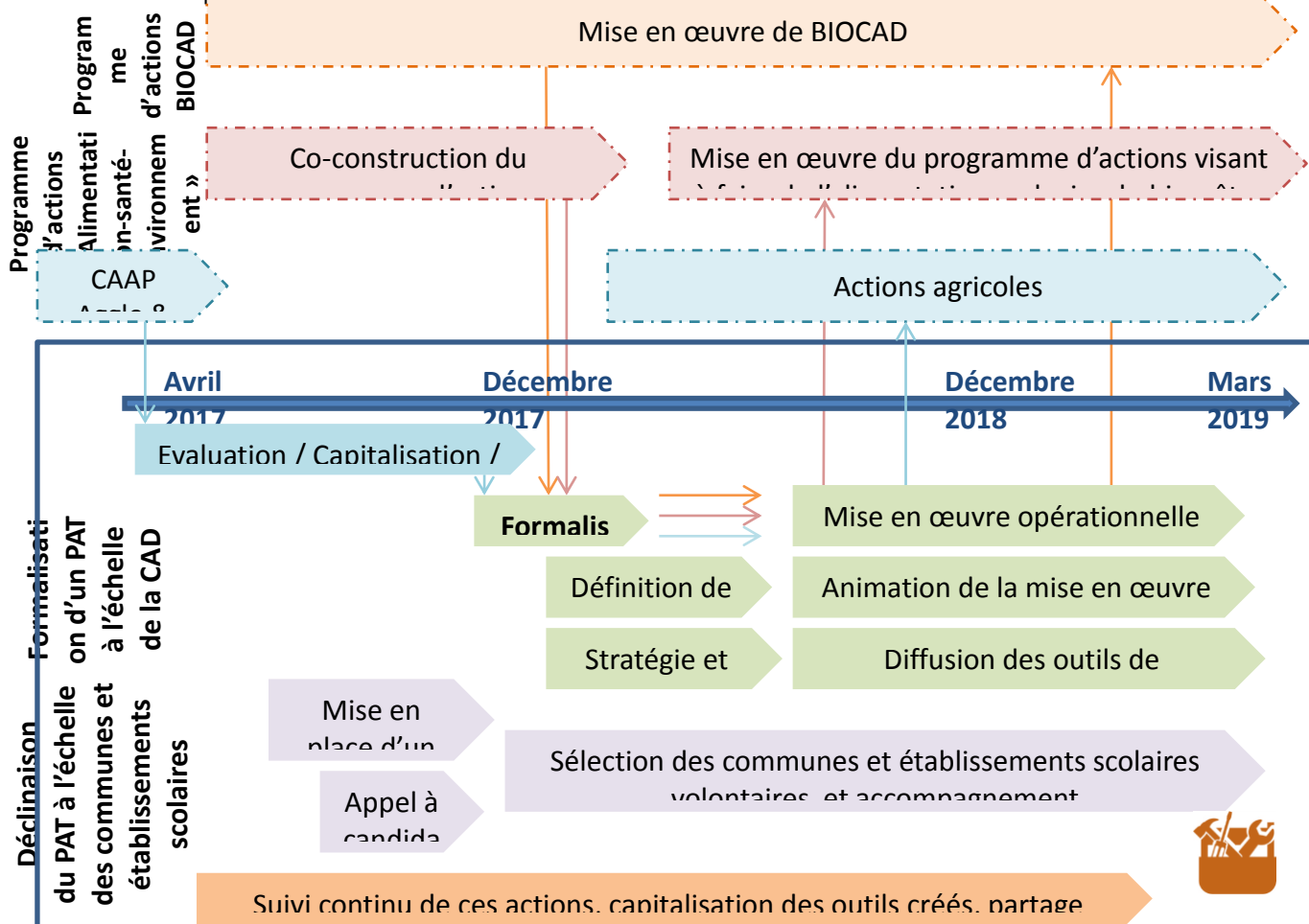
Parallèlement, la CAD participera aux réunions d'échange organisées par ces structures, et s'engage à partager l'information capitalisée auprès de ces 2 structures (Annexe 3 pour Terres en Ville).

C. La durée du projet /calendrier prévisionnel

Dates / 24 mois	Etapas clefs sur 24 mois
1er SEMESTRE 2017 MAI 2017 SEPT 2017 DEC-JAN 2018	Lancement de l'évaluation et de l'actualisation partagée de la politique agricole 1ers groupes de travail sur les Projets Alimentaires Communaux et d'Etablissements scolaires Appel à candidatures pour les communes et établissements scolaires du territoire de la CAD Formalisation du PAT

JAN 2018	Lancement de l'accompagnement des 2 communes et 2 établissements scolaires pilotes
MARS 2018	Lancement des phases de travail « communication » et « gouvernance »
JUIN 2018	Diffusion de la communication et lancement de la gouvernance du PAT
OCT 2018	Capitalisation et modélisation pour partage de la méthodologie et des outils créés
MARS 2019	Fin du projet

Le schéma ci-dessous résume les travaux qui alimenteront la formalisation et la déclinaison du PAT de la CAD. Les éléments compris dans le cadre bleu sont les éléments du chantier qui font l'objet d'une demande de financement auprès de la DRAAF et/ou de l'ADEME dans le cadre de cet appel à projets :



D. Partenaires impliqués

STRUCTURE	Partenariat avec la CAD dans le cadre du PAT		
	existant / formalisé	existant / non formalisé	en construction
Les producteurs et structures d'accompagnement			
Producteurs du territoire		x	
42 producteurs en circuit-court	Signature d'une Charte de partenariat		
Chambre d'agriculture de région	Convention de partenariat depuis 2014		
SAFER	Convention de partenariat depuis 2011		
GEIQ3A	Convention de partenariat 2016		
Terre de Liens	Convention de partenariat depuis 2014		
Gabnor	Convention de partenariat depuis 2014		
CIVAM	Convention de partenariat 2015		
CIVAR	X		

Autres structures du réseau InnPACT: CEDAPAS, Avenir 59/62, AFIP, GRECAT	X		
Comité de promotion	X		
Groupement régional pour la qualité alimentaire	X		
FR CUMA		x	
Ferme expérimentale groupe CARRE		x	
Les négociants			
Grossiste local Lion d'Or			X
Coopérative agricole CARRE		x	
Les transformateurs et structures d'accompagnement			
Chambre des métiers et de l'artisanat	Convention de partenariat 2016		
Bouchers / Boulangers / Traiteurs			X
Les distributeurs, restaurateurs et structures d'accompagnement			
10 restaurateurs	Signature de la charte "de la terre à la table"		
Union des commerçants de Douai		x	
Restaurants scolaires et collectifs	X		
Distributeurs de produits locaux : O chêne bleu, ferme des Vanneaux/La Ruche qui dit oui		x	
Grande distribution : 2 Intermarchés, Leclerc Douai, etc.			x
A PRO BIO	Convention de partenariat depuis 2013		
Les territoires de projets et aménageurs			
Communes	x		
PNR Scarpe Escaut	X		
SCOT du Grand Douaisis	X		
Acteurs de l'eau: Noréade	x		
Autres agglos: CAHC, CCCO; MEL	X		
Les institutions			
Conseil Régional des Hauts de France	CAAP Agglo signé en fév 2013 avec la CAD		
Conseil Départemental du Nord	Convention financière en 2010		
Agence de l'Eau	Convention financière		
Musées et centre touristiques: office de tourisme, base de loisirs, etc.		x	
ARS, ADEME, DRAAF, DREAL, CPAM, Centre Hospitalier de Douai			X
Les associations locales			
APEI	x		
associations socio-culturelles: MJC, etc.		x	
Associations de prévention santé			x
Jardins familiaux, partagés et autoproduction		X	
Associations de consommateurs		x	
Associations environnementales: Union écologique de Flers, Cuincy santé environnement, MNLE, etc.	Appel à projet		
Association d'éducation sensorielle à l'alimentation, Les Sens du Goût	Convention de partenariat 2016		
Formation Education			
Ecole des mines	Convention de projet		
Lycée de la nature et des biotechnologies	Signataire de la Charte de partenariat, et autres projets de partenariat		
Mission Locale du Douaisis	Convention de mise à disposition service civique sur l'éducation à l'alimentation et à la santé en 2016		
Education nationale			x

Recherche, observation, capitalisation		
Terres en Ville	Adhésion depuis 2015 + intervention dans ce chantier	
Réseau Eau et Bio FNAB	Participation au réseau	
CERDD	ReADy + intervention dans ce chantier	
Universités (Lille 1, Lille 2, ISA)	Conventions de stage, Projet de recherche "AproTer" 2017-2019, Projet de recherche "Reliquats azotés" avec l'ISA	

E. Les livrables attendus

- Un document de capitalisation des démarches agricoles et alimentaires engagées avant la formalisation du PAT
- Un document cadre présentant le Projet Alimentaire Territorial
- Des boîtes à outils avec : des « 4 pages » présentant la méthodologie employée pour la formalisation du PAT de la CAD et la mise en place des projets alimentaires communaux et d'établissements scolaires + les outils de communication (notamment traduction pour le grand public du PAT) + le document-cadre du PAT

F. Les indicateurs de réalisation et d'évaluation

Les indicateurs de réalisation :

- Nombre et nature des rencontres effectuées dans le cadre de ce projet (comptes-rendus et feuilles de présence)
- Un comité de pilotage avec au minimum 4 rencontres portant sur la co-construction du PAT, de définition de la gouvernance et des orientations stratégiques de communication, avec la CAD et ses partenaires
- Un Projet Alimentaire Territorial co-construit et partagé par les acteurs du SAT du Douaisis
- L'évolution du nombre et de la nature des acteurs partenaires de la démarche
- Nombre et nature des outils de communication (Charte graphique, « 4 pages », affiches, flyers, etc.)
- Nombre et nature des actions de communication (articles dans la presse, posts facebook, site internet CAD et partenaires, mails, organisation et participation à des événements, etc.)
- Au minimum 2 temps de rencontre du nouvel organe de gouvernance du PAT
- Un appel à candidature auprès des communes et des établissements scolaires du territoire
- La production des livrables attendus

Les indicateurs d'impact :

- 2 établissements scolaires ont engagé leur projet alimentaire d'établissement scolaire
- 2 communes volontaires ont engagé un projet alimentaire communal
- Nombre et nature des personnes touchées par la démarche
- Chaque champ du SAT est représenté par au moins un acteur dans la construction du projet
- Chaque champ du SAT est représenté par au moins un acteur dans la gouvernance du projet

G. Le budget global

Le budget prévisionnel pour la mise en œuvre de ce projet est présenté dans le tableau ci-dessous :

Dépenses		Recettes	
Etude / AMO	40 000 €	PNA CAD	45 000 € 95 000 €
Communication	25 000 €		
Accompagnement	15 000 €		
Ingénierie	40 000 €		
Prestations	20 000€		
TOTAL	140 000€	TOTAL	140 000€

Parallèlement, une recherche de co-financements se fera auprès de structures publiques et privées telles que la Fondation de France, la Fondation Daniel et Nina Carasso, l'Agence de l'Eau, la Région Hauts-de-France ou encore l'Etat via la Politique de la Ville.

H. La subvention sollicitée

Subvention sollicitée auprès de la DRAAF Hauts-de-France et/ou de l'ADEME : 45 000€